ÉCONOMIE & FISCALITÉ · FICHE MESURE

Stratégie d'équilibre budgétaire

Stratégie d'équilibre budgétaire : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
3 Md€	**-167,9 Md€**	**+33,6 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +167,9 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Loi de finances + révision CGI + loi transparence + accord UE CBAM 2.0

Résumé

Mesure transversale qui boucle financièrement les 102 mesures du programme sur 5 ans, malgré l'ampleur de ses ambitions stratégiques (climat, école, santé, défense, famille, recherche, logement, mobilité, petite enfance, plan cancer, justice pénale, transition industrielle, Outre-mer, etc.). Hors présente mesure, les 101 autres mesures affichent un déficit de ~-133 Md€ sur 5 ans. Deux leviers d'équilibrage apportent ~+168 Md€ : (1) Recettes fiscales nouvelles — ISF revisité élargi aux gros patrimoines mobiliers (>5 M€), taxe sur les superprofits énergie/banques/luxe, lutte renforcée contre l'évasion fiscale (60-80 Md€/an d'évasion en France), CBAM 2.0 élargi. La taxe GAFAM 8 % et la taxe successions >5 M€ sont chiffrées dans leurs mesures dédiées (Numérique souverain, Transmission équitable) et ne sont pas recomptées ici. Total : ~+135 Md€ cumulés 5 ans. (2) Étalement temporel raisonné des grands investissements de 5 à 8-12 ans (climat sur 12 ans, recherche 3 % PIB à 10 ans, défense 3 % à 8 ans, crèches sur 10 ans, logement 500 k/an à 9 ans, etc.) : ~+95 Md€. Après un abattement de prudence de ~62 Md€, la contribution nette de cette mesure est de ~+168 Md€. L'ancienne hypothèse d'« effet macroéconomique » n'est plus comptée ici : elle est désormais portée par des mesures concrètes et vérifiables (taxe sur les rachats d'actions fléchée salariés, conditionnalité des aides aux entreprises, plan anti-fraude sociale, État actionnaire actif, revue des agences, commande publique souveraine). **Solde net consolidé du programme : ~+35 Md€ sur 5 ans** (~+7 Md€/an), avec un décollage à 8-10 ans via l'effet emploi et créations d'entreprises. Excédent volontairement modéré et défendable, adossé à des leviers réels plutôt qu'à des hypothèses de croissance : un excédent crédible vaut mieux qu'un gros excédent contestable.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~3 Md€

- Renforcement DGFiP (lutte évasion fiscale, +5 000 agents) : ~2 Md€
- Mise en place administrative des 6 nouvelles taxes : ~500 M€
- Coordination européenne CBAM 2.0 : ~100 M€
- Communication et information citoyenne : ~400 M€

Recettes nouvelles comptées ici sur 5 ans : ~135 Md€

- ISF revisité (5-10 Md€/an, prudent 7 Md€/an) : ~35 Md€ cumulés
- Taxe superprofits (6 Md€/an) : ~30 Md€ cumulés
- Lutte évasion fiscale (10-15 Md€/an en régime, prudent 10 Md€/an moyen) : ~50 Md€ cumulés
- CBAM 2.0 (3-5 Md€/an, montée en charge UE) : ~15 Md€ cumulés
- _Taxe GAFAM 8 % et taxe successions >5 M€ : chiffrées dans leurs mesures dédiées (Numérique souverain, Transmission équitable), non recomptées ici._

Étalement temporel des grands investissements : ~+95 Md€ d'économies sur 5 ans (étalement renforcé sur 8-12 ans).

Effet macroéconomique : non compté dans cette mesure (auparavant ~+40 Md€) — désormais matérialisé par 6 mesures concrètes anti-rente (rachats d'actions, aides conditionnées, anti-fraude sociale, État actionnaire, agences, commande publique), déjà intégrées au solde du programme.

Total des leviers de cette mesure avant abattement : ~+230 Md€ (recettes +135 + étalement +95) ; après abattement de prudence de ~62 Md€, **contribution nette de la mesure : ~+168 Md€ sur 5 ans**.

Solde net consolidé du programme : les 101 autres mesures affichent -133 Md€ sur 5 ans ; la présente mesure apporte +168 Md€ d'équilibrage = **~+35 Md€ sur 5 ans** (~+7 Md€/an moyen, ~+40-60 Md€/an à horizon 8-10 ans grâce aux effets emploi + créations d'entreprises + adhésion civique + montée en charge des remboursements HECS-like du Statut Étudiant).

Soit ~+7 Md€/an d'excédent moyen à 5 ans, ~+40-60 Md€/an en régime de croisière (an 8-10). L'excédent 5 ans reste volontairement prudent, du fait de l'investissement massif dans la jeunesse (Statut Étudiant universel + politique 16-30 + Erasmus France Monde 2032), pour lequel le retour économique documenté est de 3 à 4 € par euro investi sur 30 ans.

Effets indirects :

- Crédibilité internationale renforcée (notation, spread dette française)
- Pacte de stabilité européen respecté
- Confiance citoyenne dans la gestion publique
- Possibilité de **réduire la dette française en absolu d'ici l'an 7-10** (alignement avec l'objectif structurel du programme)
- Articulation forte avec l'objectif national n°6 « Équilibre budgétaire et confiance économique »

Calendrier

- **An 1.** Loi de finances initiale intégrant les 4 nouvelles recettes : ISF revisité, taxe GAFAM 8 %, taxe superprofits, plan lutte évasion fiscale. Recrutement DGFiP démarré. Révision des calendriers des grands investissements (LPM, LPR, Plan Climat).
- **An 2.** Premiers résultats des nouvelles recettes (~15-20 Md€). Lutte évasion fiscale opérationnelle (croisement données international). Coopération européenne renforcée sur paradis fiscaux.
- **An 3.** Recettes nouvelles en régime de croisière (~25-30 Md€/an). Bilan à mi-parcours par la Cour des comptes et l'IGF. Effet macro positif visible.
- **An 4.** Stabilisation. Premier excédent budgétaire structurel du programme atteint.
- **An 5.** Bilan public complet : solde du programme, dette française, croissance, équité fiscale, confiance citoyenne et internationale.

Indicateurs de succès

- Solde net annuel du programme (objectif : +10 Md€/an à 5 ans, +50-70 Md€/an à 10 ans).
- Recettes effectives ISF revisité (objectif : 5-10 Md€/an).
- Recettes effectives taxe GAFAM élargie (objectif : 3-5 Md€/an additionnels).
- Recettes effectives taxe superprofits (objectif : 5 Md€/an).
- Récupération évasion fiscale (objectif : 5-10 Md€/an).
- Croissance économique du PIB français (objectif : +0,3-0,5 pt/an vs trajectoire de référence).
- Évolution du spread français vs Bund (objectif : -30-50 bps en lien avec mesure F).
- Dette publique / PIB (objectif : 117 % → 110 % en 5 ans, < 100 % à 10 ans).

Public cible

Bénéficiaires directs :

- Ensemble des Français à travers un programme financièrement sain
- Les marchés financiers : confiance restaurée, baisse du spread (effet sur charge dette)
- L'UE : conformité au pacte de stabilité, partenariat de confiance
- Les générations futures : pas de dette ajoutée

Concernés par les contributions :

- ~50 000 ménages possédant >5 M€ de patrimoine (ISF revisité)
- ~50 000 successions/an >5 M€ (taxe successions très élevées)
- Géants Tech américains et chinois (taxe GAFAM 8 %)
- 200-300 grandes entreprises en superprofits (énergie, banques, luxe)
- Importateurs de produits à fort contenu carbone (CBAM 2.0)
- Évadés fiscaux et optimisateurs agressifs (lutte renforcée)

Sources

- Cour des comptes — Rapports sur les finances publiques et la fiscalité — https://www.ccomptes.fr
- Conseil des prélèvements obligatoires — https://www.ccomptes.fr/fr/institutions-associees/conseil-des-prelevements-obligatoires
- Tax Justice Network — Estimations de l'évasion fiscale mondiale et française — https://taxjustice.net
- Oxfam France — Études sur l'évasion fiscale et les inégalités — https://www.oxfamfrance.org
- OCDE — Pilier 1 et Pilier 2, accord historique sur la fiscalité internationale — https://www.oecd.org/tax/beps/
- France Stratégie — Études d'impact économique des programmes politiques — https://www.strategie.gouv.fr
- OFCE — Modèles macroéconomiques d'évaluation des politiques — https://www.ofce.sciences-po.fr
- Allemagne — Pakt für Forschung und Innovation (modèle de programmation pluriannuelle) — https://www.bmbf.de
- Loi du 19 octobre 1981 sur l'Impôt sur les Grandes Fortunes (IGF puis ISF) — https://www.legifrance.gouv.fr — Référence historique de la fiscalité française sur le patrimoine.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/equilibre-budgetaire-strategie/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.